

## 84542-2026 - Mise en concurrence

France – Services de conseil en matière de sécurité – Mission CSPA pour le projet Golfe de Gascogne 2026-2028

OJ S 25/2026 05/02/2026

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Services

### 1. Acheteur

---

#### 1.1. Acheteur

Nom officiel: RTE Réseau de Transport d'Electricité

Adresse électronique: [alice.vinsonneau@rte-france.com](mailto:alice.vinsonneau@rte-france.com)

Forme juridique de l'acheteur: Entreprise publique

Activité de l'entité adjudicatrice: Activités liées à l'électricité

### 2. Procédure

---

#### 2.1. Procédure

Titre: Mission CSPA pour le projet Golfe de Gascogne 2026-2028

Description: Mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPA) du projet Golfe de Gascogne pour les 2 dernières années de la phase de réalisation (Interconnexion France Espagne) Le chantier est décomposé en deux zones d'opération de catégorie 1 : o Liaison Souterraine Terrestre (LST) et Maritime (LSM) o Station de Conversion Pour chacune des zones d'opération, le titulaire devra mettre en place un coordonnateur SPS ainsi qu'un CISSCT (Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail) sur les 2 dernières années de réalisation du projet Golfe de Gascogne.

Identifiant de la procédure: 76676fe5-b0b9-4e00-8291-fc59dd0a0a91

Identifiant interne: 24976

Type de procédure: Négociée avec publication préalable d'un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation

La procédure est accélérée: non

##### 2.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 79417000 Services de conseil en matière de sécurité

##### 2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Gironde (FRI12)

Pays: France

##### 2.1.4. Informations générales

Base juridique:

Directive 2014/25/UE

##### 2.1.6. Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Avis

Motifs d'exclusion purement nationaux: Le candidat fournit une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusions de la procédure de passation des marchés soumis à la commande publique, mentionnés aux

articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 (déclaration à réaliser via la fiche DC1). Il s'agit sans être exhaustif : 1.1) des peines prononcées par un juge pénal relatives à la corruption au sens large, la concussion, le trafic d'influence, la prise illégale d'intérêt, l'escroquerie, l'abus de confiance, le faux et usage de faux, le blanchiment, la participation à une association de malfaiteur, pour acte de terrorisme, pour stupéfiants ; 1.2) des défauts de régularité au regard des obligations sociales ou fiscales, constatés soit par un juge, soit par les administrations chargées du recouvrement des impôts, cotisations et contributions sociales, soit par les services d'inspection du travail et assimilés ; 1.3) des états de liquidations judiciaires, de faillites, de redressement judiciaire ne justifiant pas de l'habilitation à poursuivre les activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public, ou ne bénéficiant pas d'un plan de redressement, constatées par le tribunal de commerce ; 1.4) de la violation des règles relatives à la lutte contre le travail illégal, constatées par les services de l'inspection du travail et assimilés ou rapportés par ces derniers aux représentants de l'État. 2) (pour les entreprises de plus de 20 salariés) et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. 3) Pour les candidats établis HORS de France : fournir une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non-déclaration de travailleurs détachés (R.2143-8 du Code de la commande publique et R.1263-12 du Code du travail). 4) ne pas être dans l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 du décret n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine

## 5. Lot

---

### 5.1. Lot: LOT-0001

Titre: Mission CSPS pour le projet Golfe de Gascogne

Description: Le chantier est décomposé en deux zones d'opération de catégorie 1 : o Liaison Souterraine Terrestre (LST) et Maritime (LSM) o Station de Conversion Pour chacune des zones d'opération, le titulaire devra mettre en place un coordonnateur SPS ainsi qu'un CISSCT (Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail) sur les 2 dernières années de réalisation du projet Golfe de Gascogne.

Identifiant interne: 24976

#### 5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 79417000 Services de conseil en matière de sécurité

##### Options:

Description des options: Une option de passation entre l'ancien et le nouveau CSPS, journée de présence supplémentaire

#### 5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Gironde (FRI12)

Pays: France

#### 5.1.3. Durée estimée

Durée: 17 Mois

#### 5.1.4. Reconduction

Nombre maximum de reconductions: 2

Autres informations sur le renouvellement: 2 renouvellements optionnels de 6 mois chacun

#### 5.1.6. Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

**Participation réservée:**

La participation n'est pas réservée.

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME): oui

**5.1.9. Critères de sélection**

Sources des critères de sélection: Avis

Critère: Autres exigences économiques ou financières

Description du critère de sélection: Aptitude administrative: Le candidat devra adresser avec sa demande de participation les imprimés DC1 et DC2 dûment complétés et signés. Ces documents sont à se procurer à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> 1) Pour les candidats établis "en France" : - la transmission du numéro unique d'identification (SIREN) délivré par l'INSEE, ou bien Carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers (original ou copie) datant de moins de 3 mois par rapport à la date limite de réponse ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes morales ou physiques en cours d'inscription. 2) Pour les candidats établis "hors de France" : - un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ou, pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 3 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre. -un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France. - une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non-déclaration de travailleurs détachés (R.2143-8 du Code de la commande publique et R.1263-12 du Code du travail). Pour tous les candidats : 1) (pour les entreprises de plus de 20 salariés) et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. 2) ne pas être dans l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 du décret n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine 3) Candidat faisant partie du groupe EDF ou du groupe de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) Afin de s'assurer du respect des dispositions des articles L111-10 et suivants du code de l'Energie, un candidat ou un membre du groupement contrôlé directement ou indirectement par une société par EDF ou la CDC devra produire dans son dossier de candidature une déclaration indiquant le détail du lien capitalistique avec l'une des sociétés précitées Ces éléments produits en langue française sont à fournir par les candidats individuels, par chacun des membres d'un groupement candidat et, le cas échéant, par les sous-traitants présentés. Aptitude économique et financière: - Chiffre d'affaires supérieur à 150K€ Aptitude technique: - Fournir une liste des principaux services fournis au cours des 3 dernières années en lien avec l'objet du marché - Fournir une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années - Justifier de la possession des habilitations spécifiques Electricité, Pass HTB, BOSIET a minima pour la partie maritime, ou engagement sur l'honneur à les obtenir si attribution - Fournir des indications de mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché - Chiffre d'affaires supérieur à 150K€

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure

**Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes:**

La procédure se déroulera en plusieurs étapes. À chaque étape, certains candidats peuvent être éliminés

#### **5.1.10. Critères d'attribution**

##### **Critère:**

Type: Prix

Description: critère prix

Catégorie du critère d'attribution poids: Pondération (points, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution: 60

##### **Critère:**

Type: Qualité

Description: critères techniques et environnementaux

Catégorie du critère d'attribution poids: Pondération (points, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution: 40

#### **5.1.11. Documents de marché**

L'accès à certains documents de marché est restreint

Des informations sur les documents restreints sont disponibles à l'adresse suivante: <https://rte-france.bravosolution.com>

#### **5.1.12. Conditions du marché public**

##### **Conditions de soumission:**

Soumission par voie électronique: Requête

Adresse de soumission: <https://rte-france.bravosolution.com>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

Variantes: Non autorisée

Date limite de réception des demandes de participation/candidatures: 20/02/2026 14:00:00 (UTC+01:00) Heure de l'Europe centrale, heure d'été de l'Europe occidentale

##### **Conditions du marché:**

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Conditions relatives à l'exécution du contrat: sans objet

Un accord de confidentialité est requis: oui

Informations complémentaires sur l'accord de confidentialité: L'accord de confidentialité est disponible sur le site Bravosolution de RTE.

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué:

« RTE se réserve le droit de demander au groupement sa transformation en groupement solidaire ou avec mandataire solidaire lors de l'attribution du marché, dans la mesure où cette transformation est nécessaire à la bonne exécution du marché. En cas de candidature en groupement, l'ensemble des pièces demandées aux III.1.1) à III.1.3) doit être fourni par chacun de ses membres. Sauf cas prévus à l'article R. 2142-26 du Code de la Commande Publique, la composition du groupement candidat à un avis d'appel à la concurrence ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. »

Arrangement financier: Financement sur ressources propres. Paiement à 49 jours à compter de la date d'émission de la facture.

#### **5.1.15. Techniques**

##### **Accord-cadre:**

Pas d'accord-cadre

##### **Informations sur le système d'acquisition dynamique:**

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de recours: Tribunal Judiciaire de Nanterre

Description des délais d'introduction des procédures de recours: Référé précontractuel prévu aux articles 5 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé avant la conclusion du contrat. Référé contractuel prévu aux articles 11 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication au Journal officiel de l'Union européenne de l'avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat en vertu de l'article 1441-3 du code de procédure civile.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: RTE Réseau de Transport d'Electricité

## 8. Organisations

---

### 8.1. ORG-0001

Nom officiel: RTE Réseau de Transport d'Electricité

Numéro d'enregistrement: 444 619 258 02482

Adresse postale: 82 chemin des courses

Ville: Toulouse

Code postal: 31100

Subdivision pays (NUTS): Haute-Garonne (FRJ23)

Pays: France

Point de contact: Alice VINSONNEAU

Adresse électronique: [alice.vinsonneau@rte-france.com](mailto:alice.vinsonneau@rte-france.com)

Téléphone: 0617737381

Profil de l'acheteur: <https://rte-france.bravosolution.com>

**Rôles de cette organisation:**

Acheteur

### 8.1. ORG-0002

Nom officiel: RTE Réseau de Transport d'Electricité

Numéro d'enregistrement: 444 619 258 02482

Département: Direction des Achats

Adresse postale: 82 chemin des courses

Ville: Toulouse

Code postal: 31100

Subdivision pays (NUTS): Haute-Garonne (FRJ23)

Pays: France

Point de contact: Alice VINSONNEAU

Adresse électronique: [alice.vinsonneau@rte-france.com](mailto:alice.vinsonneau@rte-france.com)

Téléphone: 0033617737381

**Rôles de cette organisation:**

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

#### 8.1. **ORG-0003**

Nom officiel: Tribunal Judiciaire de Nanterre

Numéro d'enregistrement: 17780111500151

Département: Instance chargée des procédures de recours

Adresse postale: 179-191, avenue Joliot-Curie

Ville: Nanterre

Code postal: 92020

Subdivision pays (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

Pays: France

Point de contact: Instance chargée des procédures de recours

Adresse électronique: [accueil.tj-nanterre@justice.fr](mailto:accueil.tj-nanterre@justice.fr)

Téléphone: 01 40 97 10 10

Adresse internet: [www.cours-appel.justice.fr/versailles/tribunal-judiciaire-de-nanterre](http://www.cours-appel.justice.fr/versailles/tribunal-judiciaire-de-nanterre)

##### **Rôles de cette organisation:**

Organisation chargée des procédures de recours

#### 8.1. **ORG-0000**

Nom officiel: Publications Office of the European Union

Numéro d'enregistrement: PUBL

Ville: Luxembourg

Code postal: 2417

Subdivision pays (NUTS): Luxembourg (LU000)

Pays: Luxembourg

Adresse électronique: [ted@publications.europa.eu](mailto:ted@publications.europa.eu)

Téléphone: +352 29291

Adresse internet: <https://op.europa.eu>

##### **Rôles de cette organisation:**

TED eSender

## Informations relatives à l'avis

---

Identifiant/version de l'avis: ba8195aa-2103-488f-8d2c-99149990f2af - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Sous-type d'avis: 17

Date d'envoi de l'avis: 03/02/2026 14:41:17 (UTC+00:00) Heure de l'Europe occidentale, GMT

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français

Numéro de publication de l'avis: 84542-2026

Numéro de publication au JO S: 25/2026

Date de publication: 05/02/2026